

Questions d'actualité

Référendums : souhaits et attentes des Français

BACKBONE

LE FIGARO

Sondage réalisé avec Backbone pour Le Figaro

LEVÉE D'EMBARGO : JEUDI 3 SEPTEMBRE 2026 A 17H

CONTACT ODOXA

Céline Bracq

Directrice générale

celine.bracq@odoxa.fr

ODOXA



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par internet les **2 et 3 septembre 2026**.



Echantillon

Echantillon de **1005 Français** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 2,5 points : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

Principaux enseignements

Céline Bracq, Directrice Générale d'Odoxa

Référendum : une aspiration massive à davantage de démocratie directe

- Les Français sont près de 8 sur 10 (79%) à soutenir la mise en place des « référendums d'initiative citoyenne » (RIC).
- Ils estiment aussi qu'il faut réviser la Constitution pour élargir le champ du référendum aux questions de société (82%) et assouplir la mise en œuvre des référendums d'initiative partagée (77%).
- Tous les sujets de référendums proposés par les différents camps politiques cet été trouvent grâce aux yeux des Français. L'organisation d'un référendum sur l'immigration reçoit un large soutien (69%), mais il a baissé de 5 points en trois ans. A l'approche de 2027, la gauche y est beaucoup plus réticente qu'en 2023, dans un contexte où l'hypothèse d'une victoire de Marine Le Pen est devenue très crédible.
- Enfin, en cas de censure d'une loi, 80% des Français sont favorables à ce que le président de la République puisse organiser un référendum pour donner le dernier mot aux citoyens.

Dans son analyse des réseaux sociaux, notre partenaire Véronique Reille-Soult de Backbone observe que les référendums sont plébiscités. Les internautes expriment le souhait d'être consultés, notamment sur les sujets de société. Mais ils ont peu confiance dans la volonté des pouvoirs publics de leur soumettre des votes réellement engageants et se questionnent sur leurs modalités : « on a plus à dire que oui ou non, les référendums sont souvent trop simplistes. »

Synthèse détaillée du sondage (1/3)

Céline Bracq, Directrice Générale d'Odoxa

Référendum : une aspiration massive à davantage de démocratie directe

Les présidents français promettent régulièrement de recourir au référendum mais respectent rarement cet engagement. Emmanuel Macron ne fait pas exception : il l'a évoqué à plusieurs reprises depuis 2017 sans jamais passer à l'acte. L'exercice est politiquement risqué -une consultation peut facilement se transformer en vote sanction contre le pouvoir- et juridiquement contraint par la Constitution. Pourtant, à l'approche de 2027, le référendum revient en force : cet été, tous les camps politiques ou presque ont proposé de consulter directement les Français, mais sur des sujets très différents. Notre sondage montre qu'ils rencontrent sur ce point une opinion particulièrement réceptive.

1) Les Français sont près de 8 sur 10 (79%) à soutenir la mise en place des « référendums d'initiative citoyenne » (RIC)

Le soutien au RIC est à la fois massif et remarquablement stable dans le temps. Aujourd'hui, 79% des Français se disent favorables à ce que des référendums d'initiative citoyenne puissent être organisés plus facilement, dont 30% qui y sont même « tout à fait favorables ». Seuls 21% s'y opposent. Ce niveau est quasiment identique à celui mesuré en décembre 2018 (78%). La baisse ponctuellement enregistrée en février 2019 (72%) s'inscrivait dans le contexte particulier de l'érosion du soutien au mouvement des Gilets jaunes, dont le RIC constituait l'une des principales revendications.

Toutes les sensibilités politiques y sont très largement favorables : 91% des sympathisants LFI, 89% des Ecologistes, 81% de ceux du PS et 83% de ceux du RN soutiennent le RIC. Mais le centre et la droite manifestent quelques réticences à l'égard de cette forme de démocratie directe : le soutien demeure très majoritaire chez les sympathisants LR (71%) et Renaissance (70%), mais il est moins massif et surtout beaucoup moins intense. 50% des sympathisants LFI et 47% des Ecologistes sont ainsi « tout à fait favorables » au RIC, contre seulement 13% des sympathisants Renaissance.

2) Ils estiment qu'il faut réviser la constitution pour élargir le champ du référendum aux questions de société (82%) et assouplir la mise en œuvre des référendums d'initiative partagée (77%).

Cette aspiration à davantage de démocratie directe se retrouve avec une force impressionnante lorsqu'on interroge les Français sur les règles institutionnelles actuelles. 82% sont favorables à l'élargissement du champ du référendum aux questions de société et 77% souhaitent assouplir la mise en œuvre du référendum d'initiative partagée. Ces niveaux sont stables par rapport à 2023, lorsque nous mesurons respectivement 84% et 75% d'adhésion.

Synthèse détaillée du sondage (2/3)

Céline Bracq, Directrice Générale d'Odoxa

Et ce soutien écrasant traverse toutes les sensibilités politiques. L'élargissement du référendum aux questions de société recueille de 73% d'approbation chez les sympathisants Renaissance à 91% chez ceux du RN ; l'assouplissement du RIP est soutenu par 67% des sympathisants Renaissance et culmine à 88% chez les Ecologistes. On retrouve néanmoins le léger retrait observé à propos du RIC au centre et à droite : sur l'élargissement aux questions de société, les sympathisants Renaissance (73%) et LR (75%) sont les moins enthousiastes ; et sur l'assouplissement du RIP, Renaissance (67%) et LR (69%) ferment également la marche. Même dans ces catégories plus méfiantes à l'égard de la démocratie directe, le soutien reste toutefois extrêmement élevé.

3) Tous les sujets de référendums proposés par les différents camps politiques cet été trouvent grâce aux yeux des Français. L'organisation d'un référendum sur l'immigration reçoit un large soutien (69%) mais il a baissé de 5 points en trois ans

Ce résultat est sans doute le plus spectaculaire : les différents sujets de référendums avancés cet été par les responsables politiques rencontrent tous l'approbation d'une large majorité de Français. 84% souhaitent faciliter la possibilité d'organiser des référendums, 77% seraient favorables à une consultation sur l'instauration d'une règle d'or budgétaire, 75% sur les retraites, 69% sur l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans et autant sur l'immigration. L'organisation d'un référendum sur l'interdiction du port du voile islamique dans l'espace public recueille 62% d'approbation.

Sur la plupart de ces sujets, le soutien est également très largement transpartisan. Un référendum sur les retraites est ainsi souhaité par 76% des sympathisants LFI, 81% des Ecologistes, 73% des LR et 82% des RN. Celui sur l'interdiction des réseaux sociaux aux moins de 15 ans est majoritaire partout, de 58% chez les sympathisants LFI à 77% chez ceux de Renaissance et du RN. Même la règle d'or budgétaire rassemble 69% des sympathisants LFI et 70% des Ecologistes, tandis qu'elle est plébiscitée par 82% des LR et 86% des RN.

Le soutien reste très élevé dans l'ensemble de la population sur l'immigration et le voile, mais ces deux sujets font apparaître un puissant clivage gauche-droite ainsi que de fortes réserves au centre. Le référendum sur l'immigration, souhaité par 69% des Français, est plébiscité à droite – 83% des sympathisants LR et 92% de ceux du RN – tandis que seuls 44% des sympathisants LFI, 47% de ceux du PS et 33% des Ecologistes souhaitent qu'il soit organisé. Les sympathisants Renaissance se situent entre ces deux blocs, avec 55%. Le même clivage apparaît sur le voile : 72% des sympathisants LR et 87% de ceux du RN souhaitent un référendum sur son interdiction dans l'espace public, contre 36% des LFI, 45% des socialistes, 38% des Ecologistes et 46% des sympathisants Renaissance.

Le recul enregistré à gauche sur le fait d'organiser des référendums sur l'immigration depuis 2023 est particulièrement frappant. Lors des Rencontres de Saint-Denis, lancées par Emmanuel Macron à la fin de l'été 2023 pour réunir les dirigeants des principaux partis et rechercher des compromis dans une Assemblée privée de majorité absolue, le recours au référendum avait occupé une place importante dans les discussions. À l'époque, l'idée d'un référendum sur l'immigration était même majoritaire auprès des sympathisants des trois principales formations de gauche : 63% à LFI, 65% au PS et 57% chez les Ecologistes. Ils ne sont plus aujourd'hui que 44%, 47% et 33%, soit des chutes respectives de 19, 18 et 24 points.

Synthèse détaillée du sondage (3/3)

Céline Bracq, Directrice Générale d'Odoxa

Ce raidissement de la gauche ne signifie donc pas qu'elle se soit détournée du référendum -tous nos autres résultats montrent exactement l'inverse-, mais que la perspective de son utilisation sur l'immigration a changé de signification politique à l'approche de la présidentielle. Alors que Marine Le Pen et le RN font du référendum l'un des instruments privilégiés de leur politique migratoire, l'hypothèse de leur arrivée à l'Élysée est désormais prise très au sérieux par les Français : les dernières intentions de vote la placent en tête du premier tour et gagnante dans les différents scénarios de second tour testés. Pour les électeurs de gauche, accepter un référendum sur l'immigration n'est donc plus seulement approuver un principe de démocratie directe : c'est aussi envisager qu'un tel référendum puisse être organisé demain par Marine Le Pen. C'est bien le sujet et son contexte politique qui les inquiètent désormais, beaucoup plus que l'outil référendaire lui-même.

4) En cas de censure d'une loi, 80% des Français sont favorables à ce que le président de la République puisse organiser un référendum pour donner le dernier mot aux citoyens

Enfin, les Français vont encore plus loin : 80% seraient favorables à ce qu'en cas de censure d'une loi par le Conseil constitutionnel, le président de la République puisse, dans un délai contraint, organiser un référendum afin de donner le dernier mot aux citoyens. Seuls 19% s'y opposent.

Et sur cette proposition, le consensus est spectaculaire : 72% des sympathisants LFI, 76% de ceux du PS, 68% des Ecologistes, 65% des sympathisants Renaissance, 86% de ceux de LR et 88% de ceux du RN l'approuvent. Au-delà des clivages politiques et des sujets sur lesquels ils souhaitent être consultés, les Français expriment donc une aspiration extrêmement forte : celle d'avoir beaucoup plus souvent directement le dernier mot.

Céline Bracq, Directrice Générale d'Odoxa

Synthèse de la résonance sur les réseaux sociaux

Véronique Reille Soult – Présidente de Backbone



Régulièrement évoqués, les référendums sont plébiscités sur les réseaux sociaux où les internautes expriment le souhait d'être consultés, notamment sur les sujets de société. Mais ils ont peu confiance dans la volonté des pouvoirs publics de leur soumettre des votes réellement engageants et se questionnent sur leurs modalités : « on a plus à dire que oui ou non, les référendums sont souvent trop simplistes. » ou « de toute façon quand on s'exprime, ils ne nous écoutent pas. »

En ligne, les internautes évoquent régulièrement les référendums. Bien souvent des parallèles sont fait avec les votations suisses, une comparaison jugée peu appropriée mais souvent vantée.

« Les Suisses sont constamment consultés et c'est bien. Ils sont écoutés eux ! Et pas que de façade ».

Des parallèles sont aussi effectués avec les Conventions citoyennes, mal jugées car souvent perçues comme sans suite ou manipulées.

« Je préfère un referendum binaire à une Convention citoyenne bouffée par la manipulation des intérêts particuliers mais pour rien puisque cela reste le fait du prince ! »

Des commentaires négatifs s'appuient également sur les cahiers de doléances du Grand Débat qui ont disparu : « de toute façon quand on s'exprime, ils ne nous écoutent pas et font disparaître nos propositions. Mieux vaud un référendum réducteur à rien ».

La défiance s'est installée et le besoin de s'exprimer directement sur des sujets est exprimé, même si peu d'internautes pensent que cela arrivera : « à chaque prise de parole, Macron promet des référendums et des consultations mais on ne voit rien, les candidats font pareil ! J'attends de voir. »

Sur le sujet du référendum, les volumes d'échanges sont relativement faibles mais constants. Ces derniers jours, une double-actualité autour des référendums a notamment relancé les conversations et fait repartir les volumes de mentions, le débat portant principalement sur le contenu des consultations évoquées, avec des messages très polarisés et clivés.

1. Le référendum Islandais sur les négociations en vue d'adhérer à l'UE : « le peuple s'est exprimé et la force des référendums est démontrée, sauf qu'eux respectent les résultats ! »
2. Le référendum putatif sur l'immigration et le port du voile proposés par le RN : « bon là on en est à proposer de voter sur une mesure qui sera invalidée par le Conseil constitutionnel ! Super, de mieux en mieux. On attend un geste de consultation et on nous le donnera sur un vote qui sera invalidé, donc un vote qui ne servira à rien ! »



Référendums : souhaits et attentes des Français

Résultats du sondage



Soutien à la mise en place des « Référendums d'Initiative Citoyenne »



Depuis 2008, la constitution prévoit qu'un « référendum d'initiative partagée » peut être organisé si un projet de loi est soutenu par 20% des parlementaires et par 10% des électeurs inscrits. Certains estiment que ces conditions sont trop contraignantes et demandent que des « RIC » (Référendum d'Initiative Citoyenne) puissent être plus facilement organisés.

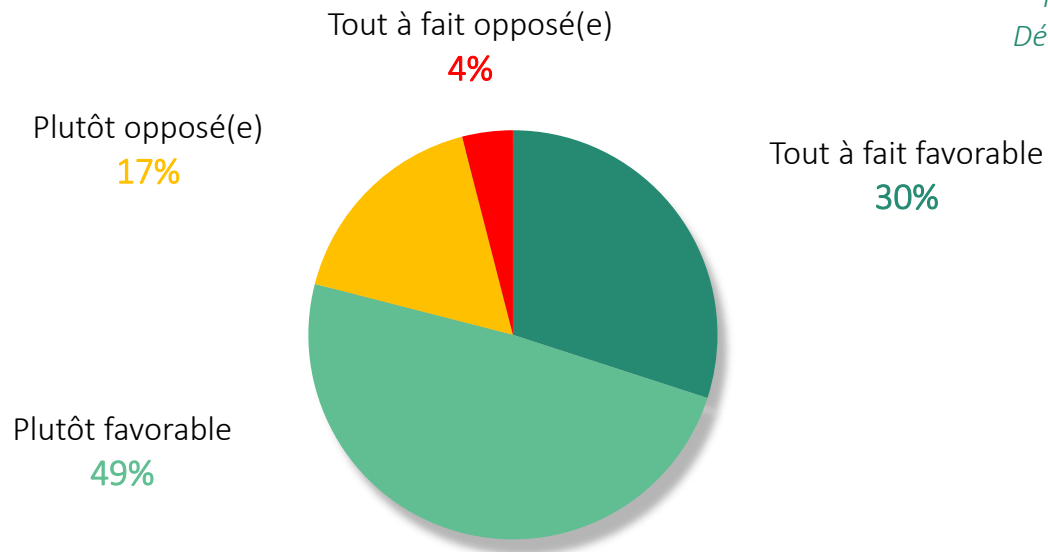
Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé(e) à cette revendication ?

% Opposé(e) : 21%

% Favorable : 79%

Février 2019 : 72%*

*Décembre 2018** : 78%*



*Baromètre de l'économie pour Aviva, Challenges et BFM Business publié le 07/02/2019

**Sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro publié le 20/12/2018

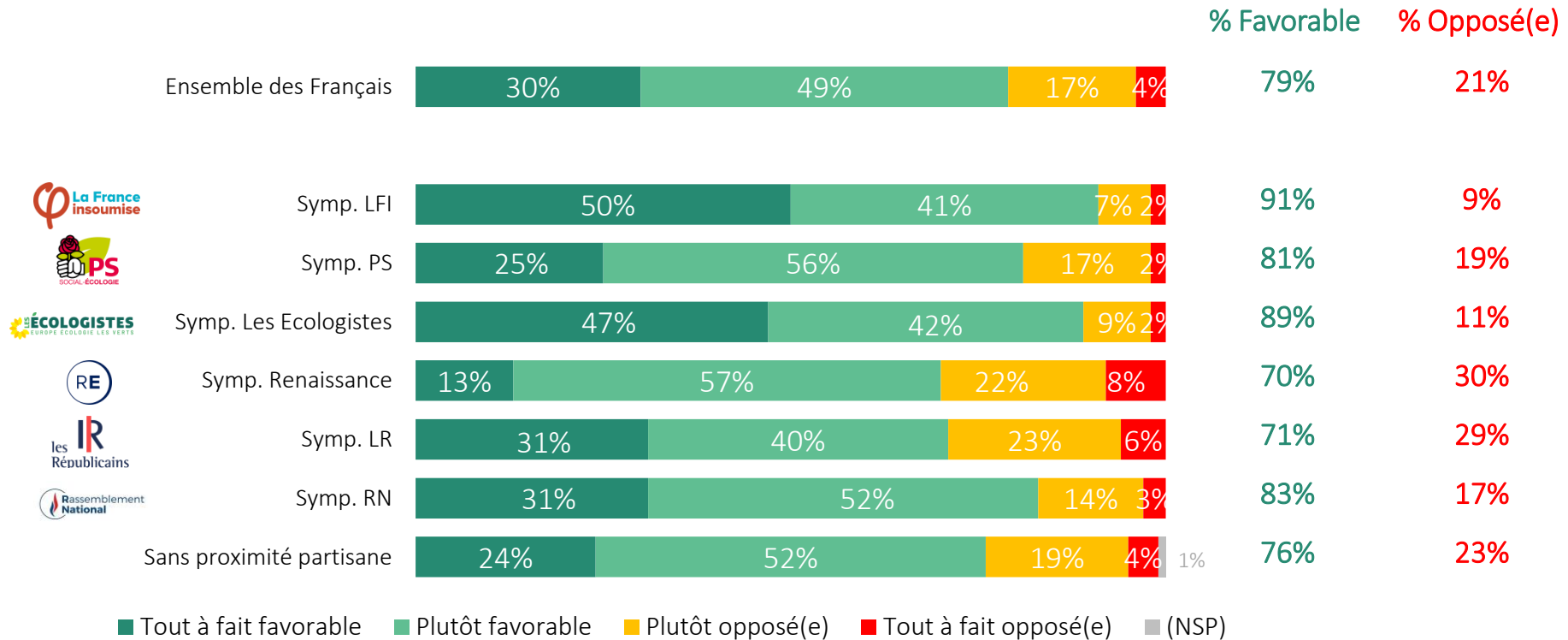
Soutien à la mise en place des « Référendums d'Initiative Citoyenne »

selon la proximité partisane



Depuis 2008, la constitution prévoit qu'un « référendum d'initiative partagée » peut être organisé si un projet de loi est soutenu par 20% des parlementaires et par 10% des électeurs inscrits. Certains estiment que ces conditions sont trop contraignantes et demandent que des « RIC » (Référendum d'Initiative Citoyenne) puissent être plus facilement organisés.

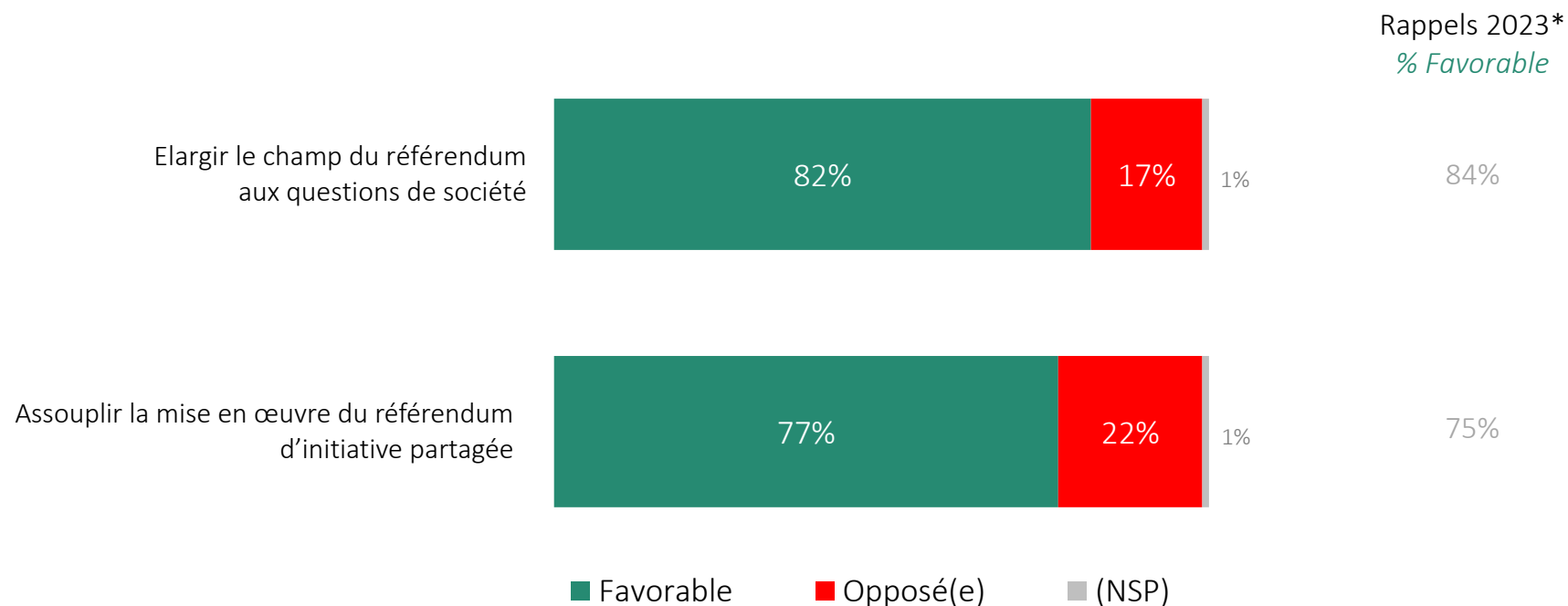
Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé(e) à cette revendication ?



Souhaits de révision de la Constitution



Seriez-vous favorable ou opposé(e) aux propositions suivantes de révision de la Constitution ?



*Sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro publié le 05/10/2023

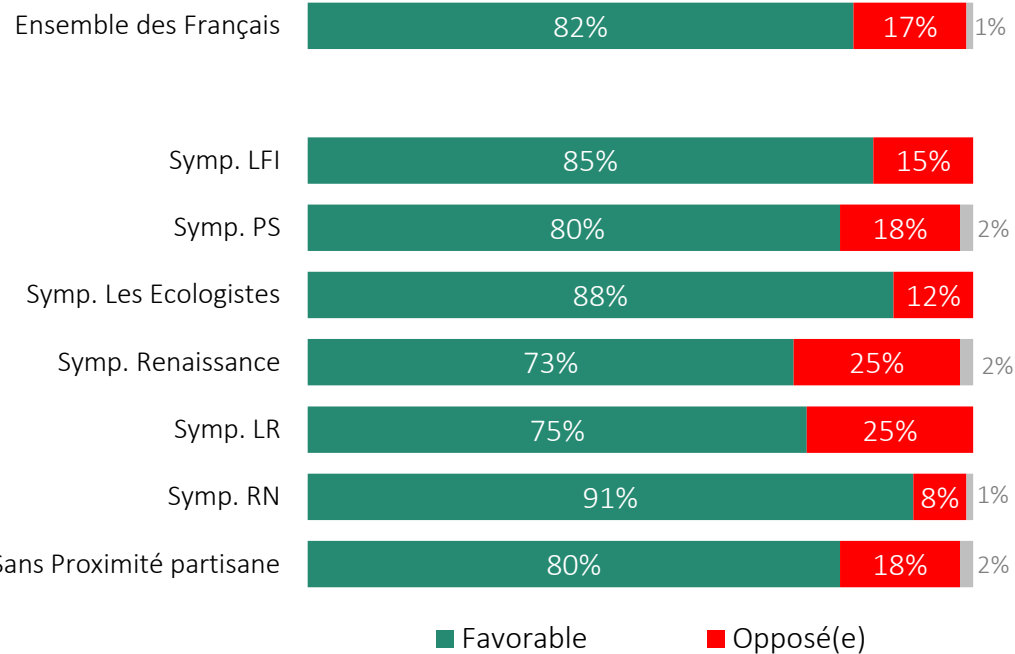
Souhaits de révision de la Constitution

selon la proximité partisane

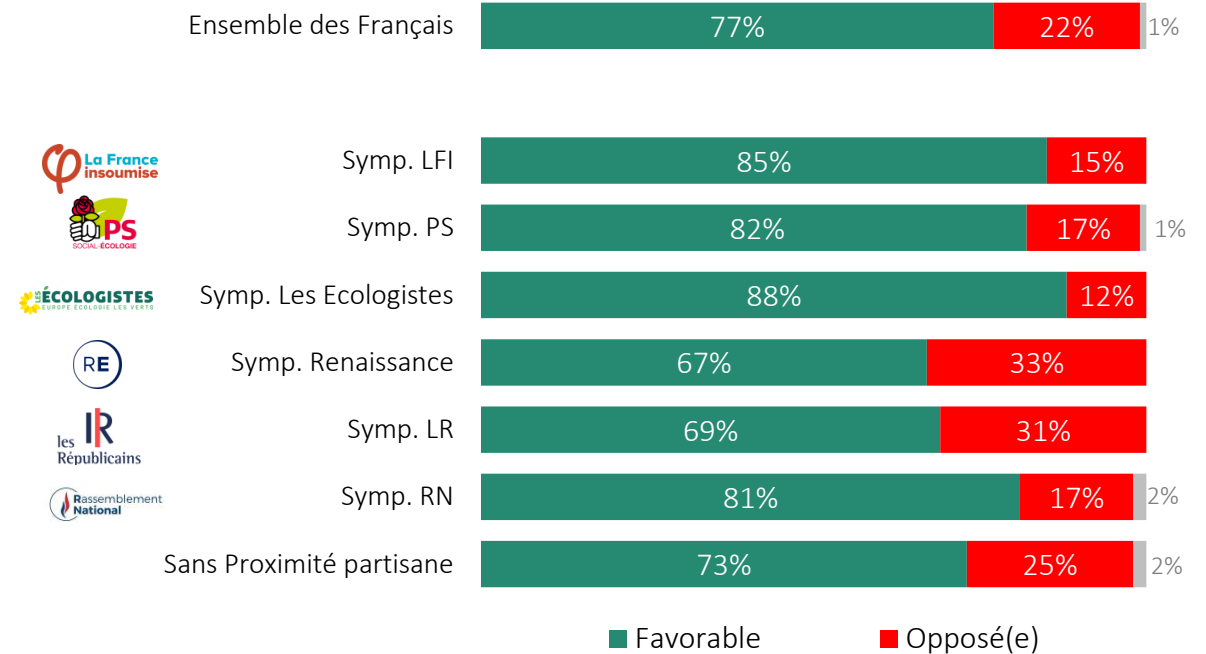


Seriez-vous favorable ou opposé(e) aux propositions suivantes de révision de la Constitution ?

Elargir le champ du référendum aux questions de société



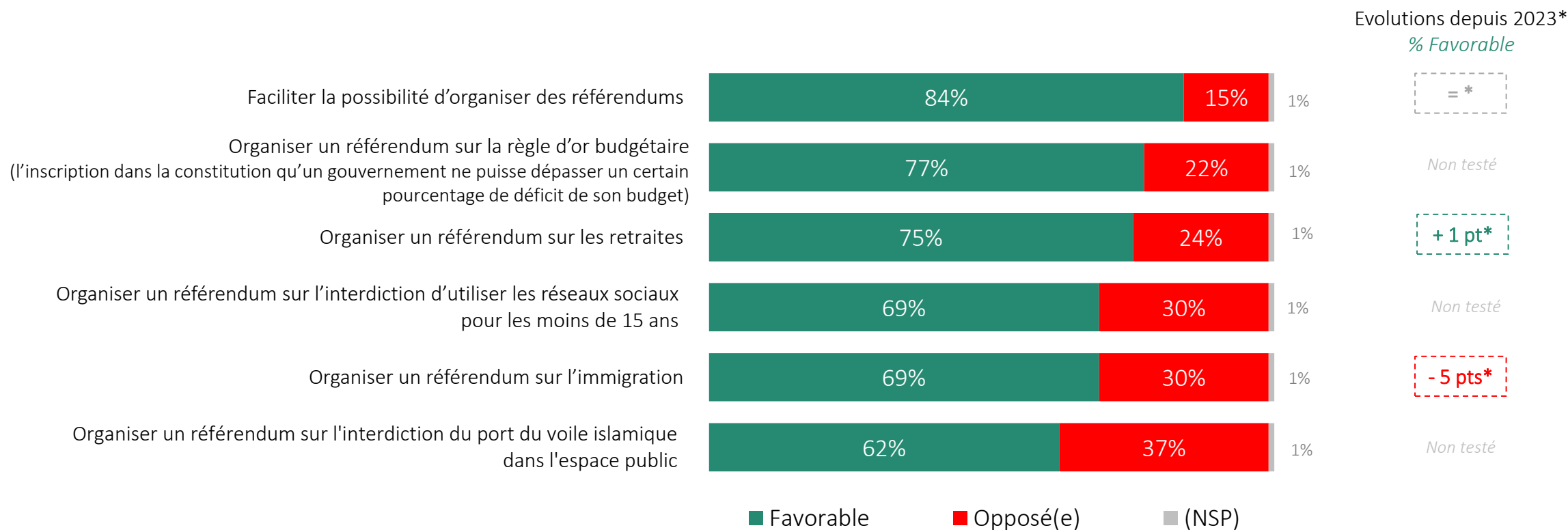
Assouplir la mise en œuvre du référendum d'initiative partagée



Référendums souhaités par les Français



Pour chacune des propositions suivantes, dites-nous si vous y êtes favorable ou opposé(e) ?



*Sondage Odoxa-Backbone pour Le Figaro publié le 01/09/2023

Référendums souhaités par les Français

selon la proximité partisane



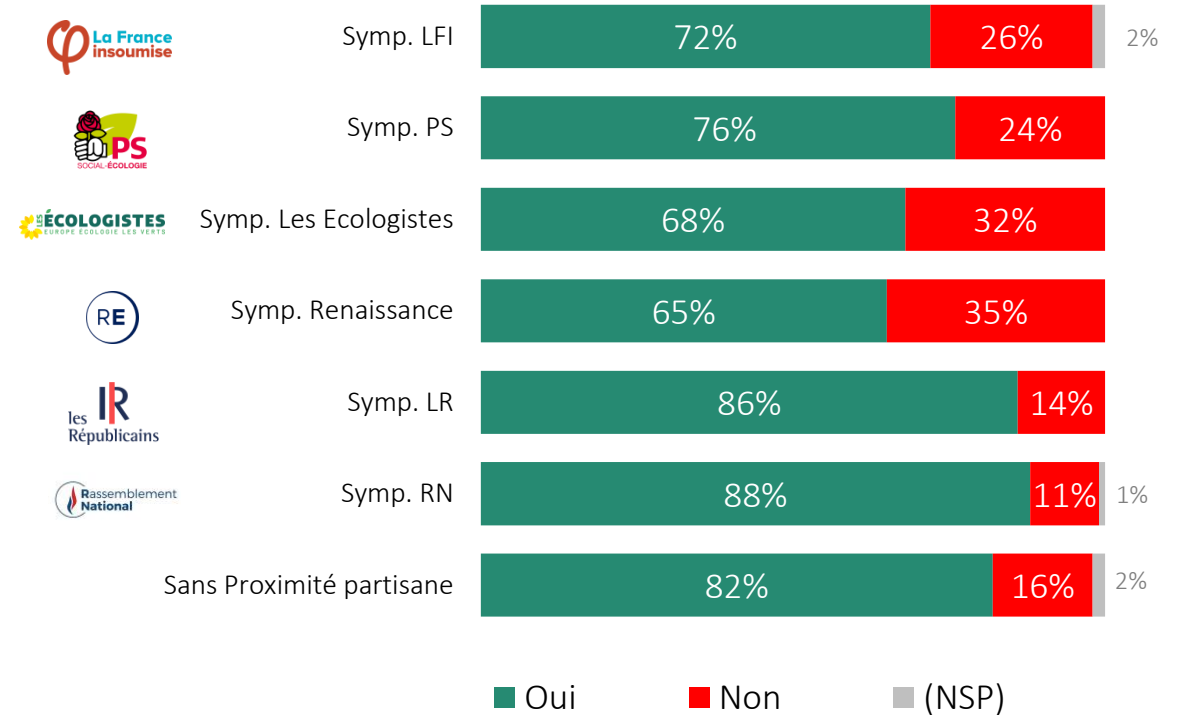
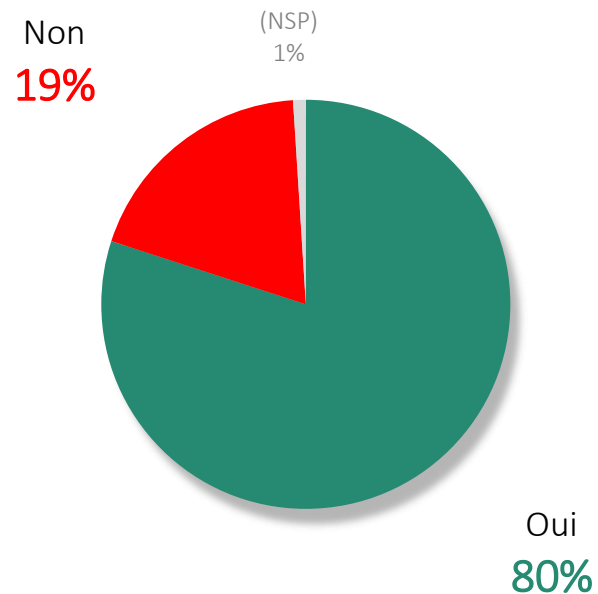
Pour chacune des propositions suivantes, dites-nous si vous y êtes favorable ou opposé(e) ?

	% Favorable	 LFI	 PS	 Les Écologistes	 Renaissance	 LR	 RN	Sans proximité partisane
Faciliter la possibilité d'organiser des référendums	84%	91%	84%	88%	58%	79%	93%	82%
Organiser un référendum sur la règle d'or budgétaire (l'inscription dans la constitution qu'un gouvernement ne puisse dépasser un certain pourcentage de déficit de son budget)	77%	69%	67%	70%	60%	82%	86%	80%
Organiser un référendum sur les retraites	75%	76%	67%	81%	59%	73%	82%	79%
Organiser un référendum sur l'interdiction d'utiliser les réseaux sociaux pour les moins de 15 ans	69%	58%	68%	69%	77%	68%	77%	69%
Organiser un référendum sur l'immigration	69%	44%	47%	33%	55%	83%	92%	71%
Organiser un référendum sur l'interdiction du port du voile islamique dans l'espace public	62%	36%	45%	38%	46%	72%	87%	62%

Approbation du recours au référendum en cas de censure d'une loi par le Conseil constitutionnel



En cas de censure d'une loi par le Conseil constitutionnel, seriez-vous favorable à ce que le président de la République puisse (dans un délai contraint) organiser un référendum pour dépasser cette censure en donnant le dernier mot aux citoyens ?





Référendums : souhaits et attentes des Français

Résonance sur les réseaux sociaux



Méthodologie de la résonance sur les réseaux sociaux

Les données sont collectées par **BACKBONE** et son équipe spécialiste de l'écoute et de l'analyse de l'opinion en ligne à l'aide des Social Media et du web.

Pour effectuer leur analyse, ils utilisent **les outils d'analyse de social media et de veille on line les plus pertinents pour leur requête** que ce soit des **outils propriétaires** ou des **outils du marché**. Les principaux outils utilisés sont Sybil[®], Visibrain, Talkwaker et Sprinklr.

Sybil[®] : Interface propriétaire intégrant corpus et segmentation ad'hoc à l'aide d'une IA. Crawling des nouvelles plateformes Bluesky, Mastodon et Threads en plus des plateformes numériques X, Facebook, Instagram, Tiktok, Twitch, snapchat et des messageries.

Backbone.IA[®] : outil propriétaire de GEO. Identification des réponses dans l'ensemble des IA conversationnels, avec taux de friction, taux de win/lose, narratifs et contre narratif par sujet et thématique.

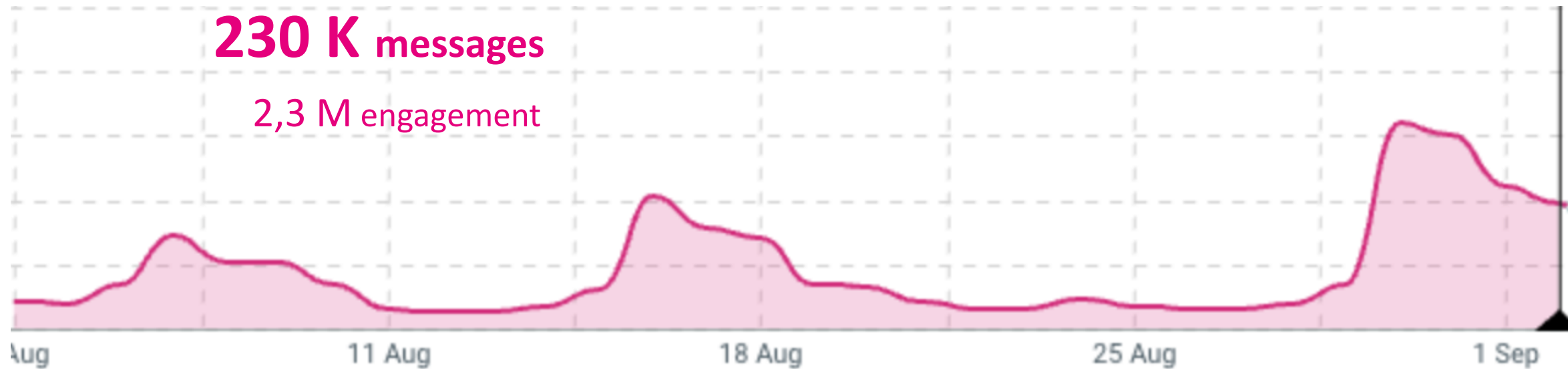
Talkwalker : Outil de veille pour suivre les conversations pertinentes des médias en ligne en temps réel à partir d'une seule interface, permet aussi de suivre les mentions sur un homme politique ou un sujet spécifique en effectuant une veille des réseaux sociaux, ainsi que les messageries, les blogs, les forums et les sites d'actualité en ligne.

Visibrain : Logiciel de veille des médias en ligne. Outil de veille médiatique à l'ère de l'information massive et instantanée, grâce à une plateforme qui couvre tous les médias en ligne, en temps-réel, sans se laisser noyer par le bruit.

Sprinklr : Plateforme qui combine veille et engagement sur les réseaux sociaux. Outil de remontée d'insights.

Visibilité

Nombre de messages sur les référendums sur les réseaux sociaux en France du 2 août au 2 septembre 2026



Source : Talkwalker / BACKBONE



Emojis associés

Messages sur les référendums sur les réseaux sociaux en France du 27 août au 2 septembre 2026



Source : Talkwalker / BACKBONE

Messages les plus partagés

Sur les réseaux sociaux en France du 27 août au 2 septembre 2026



Marine Le Pen

@MLP_officiel

31,2 K interactions

En rejetant par référendum la reprise des négociations d'adhésion à l'Union européenne, le peuple islandais a rappelé une évidence : l'adhésion à l'Union européenne n'est pas l'horizon naturel de toute démocratie européenne.

Ce vote délivre un message limpide : les peuples doivent pouvoir décider eux-mêmes de leur avenir, de leurs institutions et de leur capacité à défendre leurs intérêts nationaux.

Au moment où certains poussent pour davantage de fédéralisme et de transfert de souveraineté à la commission européenne, ce vote rappelle qu'une autre Europe est possible, une Europe des nations libres, souveraines et coopérant volontairement sur les sujets d'intérêt commun.

12:30 PM · 30 août 2026 · 980,9 k vues



Courier international

3 j ·

28,3 K interactions

Par référendum, les Islandais ont refusé samedi 29 août que leur pays reprenne les négociations en vue d'une future adhésion à l'Union européenne. Les médias islandais, qui soulignent que la participation a été très forte, évoquent une île divisée entre sa capitale et le reste du pays.



17,2 K interactions

S'il y avait un référendum en France, voteriez-vous "oui" pour rester dans l'Union européenne ?

Commente OUI / NON / SANS OPINION



Mon média pour aborder sereinement la vie adulte
ELAN @elan.media

Tu cherches un job ? Trouve ta prochaine expérience sur notre jobboard

Les Actus du Jour existent aussi en podcast et en vidéo

Trouve l'emploi qui te correspond
jobs.hugodecrypte.com

LE FIGARO

Source : Talkwalker / BACKBONE

Messages les plus partagés

Sur les réseaux sociaux en France du 27 août au 2 septembre 2026



Antoine Léaument
@ALeaument

20,5 K interactions

Ils ont réussi à dire TROIS choses différentes en moins de 24h.

Tanguy, hier : AMENDES

Kotarac, ce matin : PAS D'AMENDES

Bardella, maintenant : RÉFÉRENDUM

Le RN est une pétaudière ! Plus de ligne. Juste l'islamophobie.

Ce parti ne *peut pas* gouverner la France.

BFM BFM @BFMTV · 31 août

Interdiction du port du voile en France: "Nous proposerons un référendum sur cette mesure", affirme Jordan Bardella, président du RN



Jordan Bardella Président du Rassemblement national

URGENT "IL N'Y A RIEN À ATTENDRE" DU BUDGET (BARDELLA)

0:53 **TE IMMIGRATION** Un "débat est nécessaire sur ce sujet", défend Jordan Bardella.

3:17 PM · 31 août 2026 · 495,9 k vues



16,2 K interactions

Nous ferons un référendum sur l'immigration, qui permettra au peuple français de reprendre le contrôle.
Il contiendra notamment la suppression du droit du sol, l'expulsion systématique des délinquants et criminels étrangers et la priorité nationale aux aides sociales



Cerfia
@CerfiaFR

15,6 K interactions

FLASH | Jordan Bardella annonce que, si Marine Le Pen est élue présidente, elle DISSOUDRA l'Assemblée nationale et organisera, le même jour que le premier tour des élections législatives, un RÉFÉRENDUM sur l'immigration. (BFMTV)

· 29 août 2026 · 761,5 k vues

Source : Talkwalker / BACKBONE